

GOUVERNER LE PROVISOIRE : **Le dispositif d'aménagement urbain des camps de réfugiés palestiniens et des quartiers informels à Amman (Jordanie)**

LUCAS OESCH

Contexte de la recherche

À Amman, des camps de réfugiés entourés de quartiers informels existent désormais depuis 60 ans. Ils ont été édifiés pour, et par, une partie de la population palestinienne déplacée et exilée à la suite des guerres israélo-arabes de 1948 et 1967. Érigés à l'origine dans les environs de la capitale jordanienne, certains de ces espaces occupent désormais une position quasi centrale suite à l'expansion de la ville. Tout en conservant d'importantes particularités urbanistiques, statutaires et de gestion, ils sont pourtant loin de constituer de simples espaces d'exception et d'exclusion tels que définis par Giorgio Agamben. Ils ressemblent aujourd'hui plus aux autres quartiers populaires de la ville dans laquelle ils se fondent. Les camps et les quartiers informels ont, au fil du temps, connu un processus d'urbanisation et de développement de leurs infrastructures, particulièrement dans les années 1990 et 2000. Des maisons de plusieurs étages ont remplacé les tentes et les abris. De nouvelles routes et rues ont également été construites à l'intérieur de ces espaces ou autour de leur périmètre. Les réseaux d'infrastructures physiques, telles que l'eau et l'électricité ont été reliés aux systèmes de la ville.

Cependant, même s'ils sont connectés avec le tissu urbain environnant, officiellement, ces camps et quartiers informels demeurent des lieux "provisoires" marqués par une fragmentation au niveau de leurs statuts et de leur gestion. Mis en place à l'origine par la Croix-Rouge, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), créé à la fin de l'année 1949, s'est ensuite chargé de les gérer en partenariat avec différents organismes du gouvernement jordanien qui se sont succédés, le plus récent d'entre eux étant le Département des affaires palestiniennes (DPA). La gestion des quartiers informels qui sont situés dans les alentours des camps, et qui représentent aussi pour une grande partie des zones de regroupement des réfugiés palestiniens, bien que non officielles, dépend quant à elle de la municipalité (GAM) et des autres organismes gouvernementaux qui interviennent habituellement dans la ville. Ces quartiers ont cependant été ignorés pendant longtemps. Néanmoins, à partir des années 1980, des organes spécifiques du gouvernement, à savoir le Département de développement urbain (UDD), puis la Fondation de développement urbain et du logement (HUDC), ont été créés pour prendre en charge leur développement urbain et communautaire. Dans ce contexte particulier et parmi cette multitude d'acteurs, comment un aménagement ayant créé un paysage urbain relativement homogène a-t-il pu se mettre en place ?

Objectifs du travail de recherche

Gouverner le provisoire. Tel est en somme l'enjeu auquel les professionnels de l'aménagement urbain ont été confrontés dans les camps de réfugiés palestiniens et les quartiers informels à Amman. Ce défi a consisté à gérer des lieux par essence éphémère, mais qui sont devenus des quasi-quartiers de la capitale jordanienne. Dans cette recherche, je me suis appliqué à déterminer quels acteurs, quelles logiques et contraintes, et surtout quelles pratiques ont mené à cette évolution. J'ai souligné le fait qu'il n'y a pas eu de "plan" d'aménagement des camps et de l'habitat informel. Pourtant, leur aménagement est bien réel et pas seulement le fait d'un bricolage désordonné. Il s'est manifesté plus fortement au cours des trente dernières années, par de nombreuses interventions urbaines de nature hétérogène qui ont été conduites par des institutions variées à l'intérieur de ces lieux. Afin de mettre en évidence les stratégies d'agencement de ces pratiques conduites par différents professionnels et institutions, l'étude a été conduite au travers de la notion de *dispositif* au sens que lui donne Michel Foucault. Au fil du temps, ce dispositif a permis une forme particulière de développement urbain qui a été conduite au nom d'une nécessaire "amélioration des conditions de vie". Ce discours a représenté la cristallisation d'un ingénieux compromis implicite entre les acteurs, autorisant une certaine forme d'aménagement, tout en conservant les particularités de la gestion et des statuts de ces espaces.

Au final, ce processus souvent muet, ou parfois inconscient, a positionné ces lieux de façon ambivalente : à la fois camps et habitat informel, mais aussi quartiers urbains populaires. Cette forme d'aménagement spécifique, qui répond en partie à des considérations d'ordre géopolitique – relatives à la place des réfugiés dans le royaume jordanien et aux conséquences du conflit israélo-palestinien – a été possible, d'une part, par la transformation progressive de la signification d'un séjour "provisoire" et, d'autre part, par une *gouvernementalité* ambiguë des réfugiés palestiniens en Jordanie qui a oscillé entre des logiques de différenciation et d'intégration. Cette manière de gouverner s'est notamment concrétisée par le fait qu'une partie des habitants d'origine palestinienne possède à la fois la nationalité jordanienne et le statut de réfugié.

Contexte scientifique et social du projet

À l'aide d'une approche interdisciplinaire qui se fonde entre autres sur des analyses de géographie urbaine et de sociologie politique, ce projet interroge des logiques de développement urbain qui sont issues d'un contexte particulier de migrations forcées au Moyen-Orient. Il s'appuie aussi sur une recherche de terrain menée pendant de nombreux mois auprès des acteurs sociaux impliqués dans le processus.

Fiche informative

Discipline

Etudes du développement

Directeur

Professeur Riccardo Bocco

Université

Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève

Membres du jury de thèse, soutenue le 28 septembre 2012

- Alessandro Monsutti, Professeur, Institut de hautes études internationales et du développement
- Ola Söderström, Professeur, Université de Neuchâtel
- Sari Hanafi, Professeur, American University of Beirut

Situation professionnelle actuelle

Chercheur postdoctoral, Institut de Géographie, Université de Neuchâtel, Suisse

Courriel de l'auteur

lucas.oesch@graduateinstitute.ch